Document generated on 05/19/2025 10:17 a.m.

Études internationales

FEINBERG, Richard E. et Zhao YE, *Assessing* APEC*'s Progress/Trade, Ecotech and Institutions*, Singapour, Institute for Southeast Asian Studies, 2001, 206 p.

Laure Paquette

Volume 34, Number 4, décembre 2003

URI: https://id.erudit.org/iderudit/038701ar
DOI: https://doi.org/10.7202/038701ar

See table of contents

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Paquette, L. (2003). Review of [FEINBERG, Richard E. et Zhao YE, *Assessing* APEC*'s Progress/Trade, Ecotech and Institutions*, Singapour, Institute for Southeast Asian Studies, 2001, 206 p.] *Études internationales*, *34*(4), 676–678. https://doi.org/10.7202/038701ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

du degré où la crise a mené à des niveaux de gouvernance régionale plus élevée dans les domaines du commerce et de l'environnement. Malheureusement, la crise économique a surtout servi à polariser le débat entre institutionnalistes et fonctionnalistes, au lieu de mener à des actions de coopération concrètes au niveau régional.

La conclusion du livre pose une question un peu dérisoire : le régionalisme de l'Asie du Sud-Est est-il ancien ou nouveau ? Les deux bien entendu ! Les traditions de consensus et de non-intervention se sont jointes à de nouvelles idées tels l'institutionnalisme et le fonctionnalisme. L'auteur fait un appel pour inclure des écoles de pensée encore plus nombreuses ... mais semble trop timide pour dire lesquelles ou comment.

La force de ce livre est qu'il est rempli de détails sur les débats politiques récents en Asie du Sud-Est et de terminologie pour décrire la coopération politique et économique croissante entre les États membres.L'auteur connaît très bien la région et les théories en économie politique. L'ouvrage génère plus de chaleur que de lumière, de savoir factuel que de sagesse interprétative utile à l'action. L'auteur est nettement plus fasciné par les intentions derrière ce que le monde dit, que par les actions et leurs conséquences elles-mêmes.

De plus, l'auteur persiste à mettre en contraste huit approches à la science politique, sans réellement les clarifier pour autant. Son but semble être de déterminer lesquelles de ces théories décrivent le mieux le discours politique et économique récent en Asie du Sud-Est, et quelles autres, le cas européen. Mais l'expérience du présent lecteur est que le postulat de départ – et la conclusion inévitable – d'une telle recherche est que toute école de pensée porte une dimension essentielle à notre compréhension de sociétés complexes en évolution dynamique. L'auteur aurait dû démontrer dans des mots, des graphiques et surtout un schéma intégrateur, les interactions et chevauchements explicites parmi ses écoles de pensée et quelles parties spécifiques de chacune s'applique à quelle partie de son schéma intégrateur. Un tel effort aurait également accru l'assimilation et l'application pratique de ses idées par les gouvernements de la région qui sont, après tout, les premiers hôtes et l'assistance cible ultime pour une telle recherche.

Je recommanderais ce livre au spécialiste en économie politique ou en études d'Asie du Sud-Est, à condition que le lecteur ait déjà une compréhension, voire une passion, pour les débats entre les diverses écoles de pensée. Néanmoins il recèle un véritable richesse d'analyses détaillées et à jour, lesquelles pourraient être utiles pour n'importe quel lecteur patient.

Peter CALKINS

Centre de recherche en économie agroalimentaire
Université Laval, Québec

Assessing APEC's Progress/Trade, Ecotech and Institutions.

FEINBERG, Richard E. et Zhao YE.
Singapour, Institute for Southeast Asian Studies, 2001, 206 p.

L'ouvrage en question évalue les dix premières années de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Forum de vingt et un membres, qui inclut les États-Unis, le Japon, la République populaire de Chine, le Mexique,

le Canada et la plupart des nations du Sud-Est asiatique, l'APEC a-t-elle réalisé son plein potentiel ? Pour y répondre, des experts universitaires qui siègent dans les centres d'études de l'APEC dans treize des pays membres de l'association, ont entrepris une série d'études détaillées portant sur des questions aussi centrales que les services entre nations membres, les politiques d'investissement, le développement des ressources humaines, les questions agroalimentaires, les politiques en matière d'énergie et la stabilité financière.

Les résultats de ces études sont présents dans un rapport, intitulé « Learning From Experience », très bien reçu par la critique et a fait l'objet d'examen très particulier des milieux officiels au plus haut niveau. Ce rapport a conclu, entre autres, que l'APEC avait réussi à s'établir comme un forum de portée internationale qui avait épousé un concept cohérent. Par contre, il existe de nombreuses carences dans chacun des secteurs de libéralisation des investissements, de la coopération technique, de la coopération économique, ainsi que de la structure institutionnelle. Le rapport offre aussi des recommandations très détaillées pour pallier à ces carences. Le volume contient à la fois le rapport et les études plus détaillées. Il est le produit de l'APEC International Assessment Network (APIAN), une collaboration autonome parmi les centres subventionnés par l'APEC. Ces centres suivent et évaluent la mise en place des initiatives les plus importantes de l'APEC.

L'APEC promeut l'affirmation et la dissémination d'un ordre international favorisant l'ouverture régionale. L'APEC croit à l'intégration régionale, qui marche de pair avec la mondialisation, autre phénomène qui est par définition positif. Parmi les fonctions de l'APEC figurent la collecte de renseignements et la structuration de banques de données sur un grand nombre de questions. Parmi les recommandations en matière de commerce international, l'on retrouve : 1) la clarification et la priorité de ses initiatives en matière de commerce international ; 2) l'amélioration des plans d'action des États membres ; et 3) le rapport annuel pour chaque État membre sur ses engagements. Parmi les recommandations sur la coopération économique et technique figurent les trois suivantes : 1) la refonte des programmes pour les rendre plus simples et plus accessibles, et pour en améliorer la coordination ; 2) l'offre de plus d'argent pour soutenir cette coopération ; et 3) l'établissement d'un plan stratégique pour chapeauter le secteur tout entier. Parmi les recommandations portant sur les structures institutionnelles, il y a : 1) l'expansion du mandat et des pouvoirs du secrétariat ; 2) le développement de liens entre l'APEC et d'autres organisations régionales ou internationales ; 3) l'intégration accrue des ministères des Finances des États membres dans le processus décisionnel ; 4) la consolidation des partenariats avec les groupes extérieurs ; 5) le soutien aux universitaires ; et 6) l'intensification de la publicité sur les initiatives et le mandat de l'APEC.

Les rapports de recherche portent sur les questions suivantes : les tarifs, les services transfrontaliers, l'investissement étranger, la réforme, les règles de la concurrence commerciale, la mobilité des gens d'affaires, le développement du commerce, le développement des ressources humaines, le secteur agroalimentaire, la science et la technologie industrielles, le secteur énergétique, la gouvernance des sociétés com-

merciales et le secteur financier. La plupart des États membres ont réduit leurs tarifs, quoiqu'il ne soit pas possible d'attribuer avec certitude ce changement aux efforts de l'APEC seule. L'appui politique pour la libéralisation s'est montré essentiel. Quant à la libre circulation des services transfrontaliers, les engagements à courte échéance pris par les États membres ont été appliqués à 97 %, quoique les engagements à longue échéance soient de beaucoup inférieurs en nombre. Les plans individuels des États membres ne sont pas clairs là-dessus. Des améliorations sensibles ont été réalisées sur les politiques favorisant l'investissement étranger, grâce à l'application des actions collectives. La réforme administrative de la concurrence commerciale a peu progressé, quoiqu'il existe un dialogue et un encadrement dont les principes dépassent largement ceux de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation pour la coopération et le développement économique. La mobilité des gens d'affaires n'a pas beaucoup joué non plus, ayant souffert d'un manque de participation. Le développement des ressources humaines a beaucoup augmenté depuis la création de l'APEC en 1989, même si les budgets n'ont pas toujours suivi. Les chefs d'État réunis en 1999 ont demandé d'établir l'intégration de toutes les autres initiatives en matière agroalimentaire. Hormis le chapeautage, il n'y a aucune information rapportée qui signale le dépassement de ce projet d'intégration régionale. Du côté de la science et de la technologie industrielles, par contre, les nouvelles sont meilleures. Les faiblesses les plus marquées étaient l'absence d'intérêt du secteur des affaires dans ces activités et la diversité que l'on retrouve chez les membres de l'APEC. Les groupes de travail sur l'énergie ont remporté d'importants succès, dont l'accent mis sur les partenariats avec le secteur privé. Les ministres des Finances des États membres ont joué un rôle important dans la réglementation des sociétés commerciales, et ont complété l'étape de l'établissement des définitions terminologiques et de l'énoncé des principes généraux. Enfin, la plupart des experts financiers prônent une nouvelle direction pour un organisme qui ne se préoccupait pas officiellement du secteur lors de sa fondation.

Le bilan est donc mixte et sensiblement inférieur si l'on exclut les déclarations et autres activités d'importance symbolique. Parmi les nombreux comptes rendus de cette première décennie, ce document fait figure d'évaluation plus ou moins officielle. Il serait donc important de considérer, en parallèle, une analyse qui ne serait pas commanditée par l'organisme lui-même à l'étude.

Laure PAQUETTE

Department of Political Science
Lakehead University, Ontario, Canada

The Globalisation of the Chinese Economy.

WEI, Shang-Jin, Guanzhong James WEN et Huizhong ZHOU (dir.). Northampton, MA, Edward Elgar Publishing, 2002, 269 p.

Ce livre est issu d'une série de communications présentées à Shanghai en 2000. La partie I dépeint la transition à l'économie marchande de la technologie, des politiques industrielles, de la prise de décision et des patrons de propriété. Elle prend comme exemples trois secteurs : agriculture, télécommunications et automobiles.